

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 novembre 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 2 novembre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix

En ma qualité de Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix, j'ai le plaisir de vous communiquer l'avis formulé par la Commission au sujet du prochain renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (voir annexe). L'avis consultatif qui vous est présenté est le fruit de consultations menées entre les membres de la Commission.

Je reste à la disposition du Conseil de sécurité pour lui apporter tout complément d'information ou toute précision nécessaire. Dans le cadre de la formation, la Commission continuera d'accompagner la République centrafricaine et d'informer le Conseil des faits nouveaux intéressant la consolidation de la paix, selon qu'il conviendra.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe aux membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

L'Ambassadeur
et Président de la formation République centrafricaine
de la Commission de consolidation de la paix
(Signé) Omar **Hilale**



Annexe à la lettre datée du 2 novembre 2021 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la formation République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix

Avis de la Commission de consolidation de la paix à l'intention du Conseil de sécurité au sujet du renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

Octobre 2021

Conformément à la résolution [2282 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix présente les observations et conseils suivants au Conseil de sécurité avant le renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), en vue de soutenir les efforts qui sont faits et ceux qui seront nécessaires pour consolider et pérenniser la paix et la stabilité dans le pays.

Malgré la détérioration des conditions de sécurité due à diverses perturbations, notamment une rébellion armée et les contraintes imposées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Gouvernement centrafricain est resté déterminé, aux côtés de ses partenaires, dont la MINUSCA, à faire progresser la mise en œuvre de ses engagements en faveur de la paix et de la stabilité.

Les réalisations ont été nombreuses, les plus importantes d'entre elles étant l'élection présidentielle tenue en décembre 2020, la conclusion des élections législatives en juillet 2021, le lancement des travaux préparatoires au dialogue républicain par le Président de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, l'adoption de la Feuille de route conjointe pour la paix par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs le 16 septembre 2021, suivie d'une déclaration de cessez-le-feu unilatéral par Faustin-Archange Touadéra le 15 octobre 2021.

Se fondant sur la pratique établie depuis 2018, et afin de continuer à soutenir les efforts du Gouvernement, la configuration République centrafricaine de la Commission de consolidation de la paix souhaite porter les éléments suivants à l'attention du Conseil de sécurité.

Poursuite de l'appui à la mise en œuvre de l'Accord politique

- En 2021, le Gouvernement a procédé à une évaluation de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, afin de le revitaliser. L'évaluation a permis de déceler des faiblesses et des goulets d'étranglement et des moyens d'y remédier. Il est essentiel pour la paix que tous les signataires et les garants formels de l'Accord politique renouvellent leur engagement en faveur de la mise en application effective de l'Accord, engagement d'autant plus nécessaire depuis l'adoption de la Feuille de route conjointe de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la déclaration de cessez-le-feu unilatéral et compte tenu du dialogue républicain prévu pour décembre 2021.
- En complément de son mandat de protection des civils, la MINUSCA devrait apporter son concours à l'action menée pour mettre en œuvre la Feuille de route. À cet égard, il importe de privilégier la médiation et les missions de bons offices pour faciliter le rapprochement entre les parties et de continuer de soutenir les programmes de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement et la lutte contre la violence de proximité, notamment au moyen

d'opérations de désarmement volontaire. Les bons offices, les conseils stratégiques et les activités de coordination de la Mission seront également essentiels pour rendre plus cohérente et inscrire dans la durée la réforme du secteur de la sécurité nationale, conformément aux engagements pris par le Gouvernement en ce qui concerne ce secteur, à la Feuille de route et à l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine.

- Le cessez-le-feu devrait contribuer au lancement de la phase opérationnelle de la Feuille de route conjointe de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, à l'instauration d'un environnement propice à la revitalisation de la mise en application de l'Accord politique et au bon déroulement d'un dialogue républicain transparent et inclusif. Il faudrait que le rôle politique et rassembleur de la MINUSCA soit accentué de façon à faciliter les efforts inclusifs, concertés et coordonnés des parties prenantes nationales et des partenaires du pays aux fins de la cohérence et de l'efficacité du processus politique élargi. La MINUSCA pourrait continuer de soutenir les dialogues aux niveaux local et communautaire, avec la participation de toutes les parties prenantes, en particulier les représentants des femmes et des jeunes, et veiller à ce qu'ils soient centrés sur la promotion de l'inclusion sociale et le respect des droits humains.
- Le manque persistant de moyens financiers empêche les organes chargés de l'application de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation de s'acquitter de leur mission. Il convient donc que la MINUSCA apporte son concours à la mobilisation des fonds promis par les partenaires internationaux, y compris les institutions financières internationales, pour l'application de l'Accord politique et aide le Gouvernement à prendre davantage les rênes de ce processus. Les activités que mène la MINUSCA en ce qui concerne la sensibilisation, la fourniture de conseils et l'appui relatifs au renforcement des capacités de coordination et de direction des institutions nationales, compte tenu de leurs fonctions et responsabilités dans le processus de paix politique, restent une priorité majeure pour les processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale.
- Compte tenu des dimensions régionales et transfrontalières des conflits en République centrafricaine, il faudrait que la Mission continue de fournir une expertise technique aux autorités du pays de façon à faciliter leur collaboration avec les pays voisins, par exemple dans le cadre de commissions bilatérales conjointes et d'organisations régionales et sous-régionales, en consultation et en coordination avec le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, afin de trouver des solutions aux problématiques d'intérêt commun et bilatéral et de promouvoir l'appui sans réserve et sans faille qu'ils fournissent au processus de paix en République centrafricaine et s'attaquer aux causes profondes des conflits. Il sera essentiel de mener des missions de bons offices et d'organiser des consultations avec les garants de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, à savoir l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ainsi qu'avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, pour coordonner et consolider le soutien régional et s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Préparatifs et organisation des élections locales

- Le soutien au processus électoral faisait partie des priorités de la MINUSCA au cours de la dernière période. L'action menée à cet égard a pris les formes suivantes : bons offices ; soutien technique, logistique et opérationnel ; sécurité des élections ; coordination de l'appui international. Malgré un contexte

extrêmement complexe, marqué par une recrudescence de la violence, y compris à l'encontre de son personnel, la MINUSCA n'a épargné aucun effort pour livrer le matériel électoral dans tout le pays et faciliter le rétablissement de l'autorité de l'État. La conclusion de l'élection présidentielle et des élections législatives a été une étape très importante en ce qui concerne le renouvellement des institutions et la stabilité.

- Les élections locales prévues en 2022 permettront de maintenir cette dynamique positive et de renforcer le processus démocratique par la décentralisation et la bonne gouvernance, ainsi que d'améliorer la sécurité, la participation inclusive et les possibilités de développement au niveau local. Le budget provisoire de ces élections est estimé à 10 millions de dollars, dont 3 millions ont été mobilisés par le Gouvernement. Tout retard dans le financement de l'organisation de ces élections compromettrait la mise en œuvre du cadre de paix.
- Il importe de prolonger le mandat d'assistance électorale de la MINUSCA pour qu'elle puisse soutenir les élections locales. La Mission a un rôle essentiel à jouer en ce qui concerne les aspects suivants : mobilisation de ressources supplémentaires, diffusion d'informations relatives aux lois sur les collectivités territoriales et les circonscriptions administratives visant à renforcer l'appropriation nationale et le respect du code électoral, protection des opérations électorales et assistance technique. Il convient qu'elle continue de soutenir la direction et les capacités institutionnelles de l'Autorité nationale des élections concernant les préparatifs des élections locales et l'instauration de toutes les conditions nécessaires pour que des élections locales authentiques, libres, crédibles, transparentes, pacifiques et inclusives puissent se tenir, avec la participation des personnes déplacées et des réfugiés qui sont rentrés volontairement. Un effort particulier doit être fait pour encourager la participation des femmes et des jeunes en tant qu'électeurs et candidats à ces élections, conformément à la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Il convient d'inscrire dans la durée l'aide qui sera apportée aux élus locaux pour qu'ils comprennent bien leurs mandats et leurs responsabilités et sachent comment les mettre en œuvre avec le soutien des autorités centrales.

Renforcement de l'état de droit

- La détérioration des conditions de sécurité en République centrafricaine, notamment la multiplication des problèmes liés aux engins explosifs dans l'ouest, a eu des répercussions majeures sur les civils et sur l'acheminement de l'aide humanitaire, ainsi que sur la sûreté et la sécurité des soldats et soldates de la paix et la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA. La situation humanitaire est particulièrement alarmante : près des deux tiers de la population centrafricaine a besoin d'une aide humanitaire d'urgence et près de 700 000 personnes risquent de mourir de faim. Les ressources allouées au plan de réponse humanitaire sont insuffisantes. Il est essentiel que la MINUSCA collabore avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les organisations régionales et les partenaires internationaux, techniques et financiers pour soutenir l'action humanitaire dans le pays. Il importe que la Mission soit dotée de solides ressources et capacités pour qu'elle puisse protéger l'acheminement de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin sur l'ensemble du territoire et ainsi agir en faveur du renforcement du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. En outre, en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux concernés, il convient qu'elle

aide les autorités centrafricaines à prévenir, atténuer et combattre la menace que représentent les engins explosifs.

- La MINUSCA continue d'être la cible d'attaques et de discours de haine résultant de la méconnaissance par la population de ses objectifs, ainsi que de campagnes de désinformation coordonnées sur les réseaux sociaux et dans les médias locaux. Pour assurer la sécurité des soldats et soldates de la paix et par ricochet la protection effective des civils, il importe que la Mission communique de manière régulière avec les populations locales afin de leur faire connaître son rôle et ses objectifs et redouble d'efforts pour prévenir et contrer les discours de haine et la désinformation et soutenir l'action menée pour enquêter, arrêter, poursuivre et juger les responsables d'attaques contre les soldats et soldates de la paix.
- La mise en œuvre du cessez-le-feu devrait faciliter le rétablissement de l'autorité de l'État dans différentes parties du pays. En raison des violences, des bâtiments administratifs ont été détruits et doivent être reconstruits et remis en état pour que les acteurs judiciaires et pénitentiaires puissent être déployés et que la population puisse avoir accès à la justice. Il convient de renforcer le mandat de la MINUSCA pour aider les pouvoirs publics à fournir des services sociaux de base et à faire respecter l'état de droit dans le pays. Il importe de disposer du soutien financier voulu pour réunir le budget nécessaire au déploiement des acteurs judiciaires et pénitentiaires en dehors de Bangui et au bon fonctionnement des tribunaux. Entre-temps, la MINUSCA pourrait continuer de soutenir le déploiement de missions judiciaires temporaires de sorte que la population ait accès à la justice dans les différentes régions du pays.
- Le Gouvernement s'est montré fermement résolu à mettre fin à l'impunité en ce qui concerne les violations des droits humains et autres crimes graves, y compris les violences sexuelles. Il a mis en place des mécanismes de justice transitionnelle, notamment la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation et la Cour pénale spéciale, et créé une commission d'enquête spéciale chargée d'enquêter sur les allégations de violations des droits humains. Il importe que la MINUSCA continue d'apporter son concours à l'ensemble du système judiciaire, sous forme d'une assistance technique et de la construction, de la remise en état et de l'équipement de locaux judiciaires en dehors de Bangui, notamment en vue de faciliter le fonctionnement de la Cour pénale spéciale conformément aux lois nationales et aux obligations de la République centrafricaine découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Il convient de noter que la Cour pénale spéciale est presque entièrement tributaire de la MINUSCA pour son financement.